

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE
ARRONDISSEMENT DE LARGENTIERE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS BEAUME-DROBIE

DECISION N°202004-06 du Président

Soutien à la destruction des nids de frelons asiatiques en Pays Beaume Drobie

Le Président de la Communauté de Communes du Pays Beaume Drobie,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Vu l'Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu l'Ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19

Vu l'Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Vu l'article L.5311-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° C-201811-141 du 8 novembre 2018 portant soutien à la destruction des nids de frelons asiatiques en Pays Beaume Drobie

Considérant qu'il convient de renouveler cette action toujours en partenariat avec le Groupement de Défense Sanitaire de l'Ardèche,

DECIDE

Article 1: La communauté de communes du Pays Beaume Drobie renouvelle son partenariat avec le Groupement de Défense Sanitaire de l'Ardèche.

Article 2 : La communauté de communes du Pays Beaume Drobie prend à sa charge l'intervention d'entreprises agréées sur son territoire dans la limite des crédits ouverts au budget.

Article 3: Le Président rend compte de cette décision au conseil communautaire lors d'une prochaine séance.

Article 4: Le Directeur de la Commuauté de Communes du Pays Beaume Drobie, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Joyeuse, le 24 avril 2020

Président
Alain MAHEY



Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, par transmission au représentant de l'état et sa publication.

- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon – Palais des juridictions administratives – 184 rue Duguesclin – 69433 LYON CEDEX 3, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours Citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.